



# FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---



## Union Fédérale des Médecins, Ingénieurs, Cadres et Techniciens

Chères et chers camarades,

Bienvenue au comité général de l'UFMICT.

Je vous remercie au nom de toute notre Commission Exécutive d'avoir répondu en nombre à cette convocation.

Merci aussi à Barbara Filhol, Secrétaire Fédérale au revendicatif d'être présente aujourd'hui.

Elle accompagnera nos travaux et dira quelques mots si elle le souhaite sur le congrès fédéral qui se prépare.

Demain nous accueillerons Caroline Blanchot, Secrétaire Générale de l'UGICT qui évoquera avec nous le congrès de l'UGICT qui se tiendra du 18 au 21 novembre 2025 à Metz.

Ce Comité Général se tient comme il se doit, à mi-mandat, soit 1 an et demi après notre congrès de l'Ile de Ré.

Ce comité est statutaire, c'est-à-dire qu'il est prévu par nos statuts.

Si je précise cela, ce n'est pas dans l'objectif de légitimer cette journée, elle n'en a pas besoin, mais pour rappeler l'importance de respecter les règles démocratiques que nous nous donnons.

Car nous vivons une situation politique absolument incroyable aujourd'hui, situation qui nous sidère, nous inquiète et nous laisse incrédule.

Sur le plan international, l'élection de Trump aux Etats-Unis marque clairement une bascule historique vers la montée du populisme dans le monde et la fin supposée de l'Etat de Droit, devenu une cible dans un grand nombre de démocraties, y compris en Europe<sup>1</sup>. »

Cette culture démocratique a été construite à la fin de la seconde guerre mondiale dans l'espoir d'éviter à nouveau le désastre.

L'histoire nous enseigne paraît-il, à ne pas renouveler nos erreurs. Les périodes ne sont pas comparables nous dit-on.

Avant Hitler, personne ne pouvait se douter des massacres à venir, des camps de concentrations et des destructions massives au nom d'une idéologie délirante.

Aujourd'hui nous savons. La réélection de Trump vient nous prouver que cela ne suffit pas.

L'Europe se trouve à nouveau dans une situation critique, incapable de s'organiser sous la pression des nationalismes et du conflit Russo-Ukrainien.

Elle est inapte à mettre en place une véritable démocratie à l'échelle du continent et encore moins une diplomatie.



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Le message de Trump est que les alliances du passé sont révolues, que les questions de souverainetés nationales, de libertés, de paix, de guerres sont secondaires faces aux questions financières.

Un sénateur français l'a comparé récemment à Néron, en expliquant que Washington était devenu la cour «d' un empereur incendiaire, entouré de courtisans soumis et d'un bouffon sous kétamine chargé de l'épuration de la fonction publique ».

Ce que propose Trump, ce n'est pas de la politique, c'est un retour à la barbarie, à la loi du plus fort, à une logique de pillards.

La maison brule et les pompiers n'arrivent pas ! Normal, là aussi des postes ont été supprimés.

En France, la politique de Macron est également catastrophique.

Les résultats, l'été dernier, aux élections législatives aussi puisqu'elles confirment un ancrage à droite voire plus de l'Assemblée Nationale, alors que la France est historiquement un peuple de gauche. Il faut en être convaincu.

Alors comment expliquer ce résultat ?

Comment expliquer que « l'Etat brutal » prenne le pas sur « l'Etat de droit », où être élu par le peuple ne suffit plus pour gouverner ?

Comment délégitimer cette rhétorique qui consiste à dire que l'Etat de droit ne protège plus les citoyens, que les juges doivent s'incliner devant le pouvoir en place et que les traités internationaux doivent s'arrêter à nos frontières ?

La démocratie est normalement un état de droit dans lequel l'administration et le pouvoir politique se soumettent au Droit constitutionnel. Et pas l'inverse.

Une démocratie doit s'appuyer entre autre sur le respect de la déclaration des droits de l'homme, la Cour Pénale Internationale de La Haye, enfin tout ce qu'Israël de Netanyahu par exemple, ou la Russie de Poutine, ou la Chine de Xi-Jinping sans oublier les USA de Trump, la liste n'est pas exhaustive foulent au pied pour le plus grand malheur des palestiniens, des Ukrainiens, des mexicains et des Ouighours.

Quand on commence à toucher aux droits fondamentaux de certains, c'est potentiellement extensible à tous. Ce n'est qu'une question de temps et d'opportunisme !

Vous le savez aussi bien que moi : partout dans nos établissements, la représentativité des personnels est attaquée.

Les CSE nous limitent dans notre expression, la fin des CHSCT nous restreint dans notre capacité à agir pour l'amélioration de nos conditions de travail.

La mise en place d'un scrutin numérique attaque notre légitimité au regard du faible taux de participation des salariés.

Nous ne pouvons laisser cette situation en l'état. Le management pathogène est devenu la norme, les conseils de disciplines trop nombreux, les mises au placard trop courantes.



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Au niveau salarial nous faisons ce constat : après des années de stagnation, nous reculons sévèrement.

C'est ce qu'objective le baromètre UGICT réalisé par Viavoice concernant les professions intermédiaires telles que nous les représentons aujourd'hui ici dans cette salle.

Entre 1996 et 2022, en 26 ans, les salaires des professions intermédiaires n'ont augmenté que de 2,4 %, contre 16,3 % pour les ouvriers.

Cette faible augmentation n'est pas en adéquation avec nos qualifications, 61 % de nos collègues jugeant qu'elle ne reflète pas notre implication au travail.

La charge de travail a augmenté par contre de façon exponentielle pour plus des 2/3 d'entre nous inversement à l'intérêt que nous portons à notre travail.

Personne ne sollicite notre expertise en tant que professionnel de terrains. Les décisions sont prises sans nous, à des hauteurs insoupçonnées par des gens qui s'arrogent le droit de nous représenter sans qu'ils ou elles soient issues d'un quelconque scrutin.

Je pense ici aux CNP par exemple, ces fameux Conseils Nationaux professionnels, constitués de personnes dont on ne sait rien, choisies par le pouvoir en place et qui ont pour but de nous remplacer dans les instances qui légifèrent sur nos professions.

Les conséquences sont immédiates, le déclassement est réel malgré paraît-il une élévation du niveau de diplôme.

Si 68 % des salariés des professions intermédiaires de moins de 30 ans sont diplômées de l'enseignement supérieur, seules 46 % pensent pouvoir accéder à la catégorie "cadre", illustrant un frein à l'ascension professionnelle.

Cette situation a des répercussions politiques : lors des élections européennes de 2024, environ un tiers des professions intermédiaires ont voté pour des partis d'extrême droite.

C'est beaucoup plus que d'habitude. La montée des discours anti-cadres ou anti-élites au sein même de la CGT est à corréler avec la pénétration de ces idées fascisantes.

Sophie Binet, dans une interview accordée au journal L'Humanité n'a cessé d'alerter sur cette tendance de fond qui vise à faire taire toutes les voix d'opposition qui lutteraient contre l'avènement d'un régime autoritaire que nous pourrions qualifier de National Capitalisme !

Car aujourd'hui, l'alliance entre extrême droite et milliardaires est bien réelle et s'affiche aux yeux de tous.

Musk dans le bureau ovale avec Trump, Bolloré et Stérin au soutien de Le Pen dans les médias français.

L'extrême droite récupère les thématiques pacifistes, celles des libertés et de la démocratie pour justifier son projet politique basé sur le racisme, l'exclusion, la fin des solidarités et l'exploitation des travailleurs. Sidération, fatalisme, précarité et violence sont les maîtres mots de la situation actuelle. Plus que jamais nous avons besoin de la CGT.



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Nous devons revenir à nos fondamentaux, considérer que rien n'est jamais acquis ou perdu, c'est selon, organiser la lutte sociale, utiliser la grève quand cela est possible ou judicieux.

Le dialogue social avec le patronat et le gouvernement est stérile, il n'y a que la CFDT pour y croire. Nous, nous acceptons les négociations à condition qu'elles débouchent sur des avancées significatives.

C'est pourquoi, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ce point chaud de l'actualité syndicale qui a été la question des retraites.

D'abord, tranchons un point. La CEC avait décidé de participer aux négociations proposées par le gouvernement Bayrou après un long débat. La CEC a été élue démocratiquement pour nous représenter. Ses choix me semble-t-il, doivent être respectés.

La présence de la CGT à ces négociations a été plus qu'utile car qui tend l'oreille entend monter un bruit de bottes. Des voix politiques et patronales se sont élevées pour que nous prenions en compte l'effort budgétaire accru pour réarmer la France.

Macron lui-même a évoqué la facture à venir sans mentionner réellement des pistes pour son financement tout en annonçant la couleur : il faudra *des réformes, du choix et du courage*. Il se prend Churchill alors qu'il n'est qu'un Pétain réac!

Il ne nous donnera rien. Bayrou l'a dit. Il n'y aura pas de retour à un âge de départ à la retraite à 60 ans.

Le temps n'est plus à la négociations, c'est pour cela que la délégation CGT a quitté le conclave, soutenue par l'ensemble des fédérations.

Le temps n'est pas à la modération.

Il nous faut constituer un nouveau rapport de force entre tous les salariés. Ce travail de construction doit commencer par une mise en perspective de notre organisation sur les questions de la syndicalisation et de la structuration de nos catégories.

Avec plus de 13400 affiliés, nous sommes la première UFMICT de l'UGICT.

Mais avec seulement 9 % de syndiqués organisés dans un syndicat spécifique, nous ne sommes pas loin d'être les derniers de la classe.

La question que nous devons nous poser est celle-ci : est-il judicieux de nous organiser en syndicat MICT pour organiser le salariat de notre champ et faire connaître le travail de la CGT concernant les ICTAM ?

C'est une question épineuse et je ne sais pas si nous pourrions y répondre aujourd'hui.

Pour autant, un petit questionnaire vous a été remis sous la forme d'un QR CODE afin d'avoir une idée plus précise sur la façon dont notre travail revendicatif est diffusé ou pas et apprécié ou pas par les syndicats.

Il nous faut avancer car Macron et le gouvernement cherche à justifier leurs choix austéritaires et la financiarisation de notre économie par tous les motifs possibles. Et la guerre en Ukraine corrélée à la



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

trahison américaine concernant la défense de l'Europe est une belle aubaine pour manipuler l'opinion publique et la rallier à son projet.

Cette façon de jouer sur les peurs constitue une vraie menace pour notre démocratie et affaiblit le camp de toutes celles et ceux qui tiennent à notre modèle social et dont le socle reste la sécurité sociale.

La grandiloquence inutile de Macron vise encore une fois à détourner l'argent public de sa mission en mettant à mal les 3 piliers de notre société qui sont l'éducation, la justice et la santé gratuite et pour tous.

Alors, quand il nous explique que l'argent de nos services publics et de nos droits sociaux doit servir à financer les marchands d'armes, nous ne sommes pas d'accord.

Les arguments qui consistent à dire que la guerre va accélérer la réindustrialisation du pays sont faux. Avec des carnets de commandes pleins, Thales trouve quand même le temps de supprimer plus de 1000 postes.

Quand le 31 mars 2020, en plein COVID, Macron appelle les industriels du médicament à produire davantage sur notre sol, rien ne se passe. Pire, la situation se dégrade.

Ex numéro 1 du secteur européen, notre pays recensait en 2018, plus de 900 ruptures de stocks de médicaments et autres dispositifs médicaux. En 2023 on en comptait plus de 4900.

C'est à se demander où passe l'argent public censé soutenir notre souveraineté médicamenteuse ? D'ailleurs, à combien se chiffre cette aide publique aux entreprises ?

Selon les dernières estimations, les entreprises recevraient entre 55 et 250 milliards d'aides publiques sans aucun contrôle de l'Etat ni évaluation des effets de ces subventions. Personne n'est capable de donner un chiffre exact ?

Une commission sénatoriale qui enquête sur le sujet a auditionné Sylvain Moreau directeur de la statistique à l'Insee. Ce dernier fait une estimation autour des 70 milliards d'euros.

Marc Auberger, inspecteur général des finances estime quant à lui, qu'en ajoutant les exonérations de cotisations sociales, on se rapprocherait des 170 milliards. Les auteurs du rapport : « un capitalisme sous perfusion » avancent le chiffre de 250 milliards.

Le gouvernement, par la voix de la cour des comptes minore ce chiffre à 55 milliards. Quand on sait qu'il suffisait seulement de 10 milliards pour financer la retraite à 60 ans des travailleurs, la réforme des retraites s'avère être une vaste escroquerie.

L'argent public disparaît dans les grandes entreprises sans que personne ne puisse en suivre la trace. La seule chose que nous pouvons constater, c'est que depuis 2010 les dividendes du CAC 40 ont augmenté de 500 %.

De là à y voir un lien de cause à effet, il n'y a qu'un pas que le président LR de la commission sénatoriale ad hoc se garde bien de franchir.



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Pour ma part, c'est en 2012 que la direction de mon établissement m'a demandé de lisser les plannings afin de faire travailler les équipes à l'effectif minimum du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre sans faire appel à de la suppléance. C'est la décision la plus stupide à laquelle j'ai dû me soumettre.

Ce débat sur la fuite de l'argent public nous regarde car la pénurie c'est nous qui la gérons et se sont les malades qui la subissent. Nous avons perdu 43500 lits en 10 ans. Le déficit des hôpitaux a été multiplié par 6 pour atteindre 2.6 milliards en 2024.

4 établissements sur 10 sont incapables de rembourser leurs dettes !

Quand une nouvelle pandémie arrivera, serez-vous prêt à y faire face ? la question n'est pas de savoir si elle arrivera car tous les scientifiques sont formels : elle arrivera du fait du fait du réchauffement climatiques et de l'apparition de nouveaux virus.

Une étude de 2022 publiée dans la revue britannique Nature suggère de corréler l'apparition de zoonoses au changement d'habitat des espèces.

L'étude conclut qu'au moins 15000 transmissions virales inter espèces auront lieu d'ici 2070. En attendant depuis 5 ans aucune leçon sérieuse ne semble avoir été retenue par nos responsables.

La santé n'est pas préservé du marché ni de la finance, l'intérêt général n'est plus reconnu comme primordial et le budget de la santé rime avec austérité.

Avec des soignants jamais entendus et qui ne peuvent plus vivre dignement de leur travail, des urgences où l'on meurt sur des brancards, un décompte des morts évitables jamais recensé, un tris des patients selon leurs situations administratives ou leurs origines, la baisse de 10% des Indemnités Journalières lors d'un arrêt maladie, le combat pour une CGT forte et unie, offensive et revendicative est plus que jamais d'actualité.

Si j'insiste sur ce point c'est que ce n'est pas toujours le cas. Ainsi l'UFMICT est considérée parfois comme un prestataire de service de la fédération censée produire des tracts, parfois comme une IA ou, un laboratoire d'idées. Ce n'est pas le cas.

L'UFMICT c'est une volonté, un engagement, une promesse de la CGT, celle d'être le syndicat de tout le salariat.

C'est une offre de syndicalisation originale faite aux professions intermédiaires, aux chercheurs, aux ingénieurs, aux infirmières, aux médecins, et bien d'autres encore.

C'est une structure à part entière qui accueillent toutes celles et ceux qui souhaitent que la CGT soit en mesure de les écouter, de les comprendre de dire quelque chose de leur exercice professionnel, de leurs attentes et de leurs espoirs.

Pas trop de dogmatisme mais un discours, une pratique bien ancrés dans le réel.

Nos axes revendicatifs, vous avez pu l'entendre portent sur :



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

- La lutte contre les idées d'extrême droite et le discours masculiniste qui va avec, peu propice à l'aboutissement des autres combats que nous menons pour l'égalité femmes/hommes et la reconnaissance de nos qualifications, contre les VSST, contre le déclassement en général
- La défense de nos droits et libertés syndicales, du droit de grève, de revendiquer de nous exprimer sans risquer des sanctions, ce qui revient à lutter pour la survie de notre modèle démocratique
- La participation à toutes les mobilisations à venir et elles sont nombreuses. Partout, la résistance s'organise, partout les travailleurs luttent individuellement ou collectivement. Il y a de l'espoir, personne au fond, n'est vraiment résigné. L'austérité est un choix politique et il est mauvais. Il existe des voies alternatives.
- La lutte pour préserver la sécurité sociale et les idéaux qu'elle porte aussi : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins quelles que soient sa religion, son origine ethnique, ses revenus ou sa situation administrative
- La lutte contre le réchauffement climatique et son impact sur la santé publique et nos conditions de travail
- La lutte pour la dignité des travailleurs et contre le déterminisme social.

Tous les sujets revendicatifs n'ont pas été abordés dans ce rapport d'ouverture, je pense ici à la question des ratios, à la Proposition parlementaire de loi « Valletoux », à la grande enquête infirmière qui sera abordée tout à l'heure.

Mais je souhaitais vous dire que l'UFMICT CGT rassemble des camarades qui sont pour la plupart en poste, au travail et qui consacrent une partie de leurs temps à toutes ces luttes parfois au détriment de leur vie privée.

Je tenais ici à les remercier chaleureusement, les membres de la CE de l'UFMICT, les membres du bureau de l'UFMICT et Ophélie à qui nous avons confié le tout nouveau mandat de Secrétaire Générale Adjointe.

C'est une des raisons qui nous ont poussé à organiser ce Comité Général, pour vous la présenter et faire le point tous ensemble sur le chemin que nous avons parcouru et sur celui qu'il nous reste à faire d'ici la fin de ce mandat.

---

<sup>i</sup> Etat de droit : l'alerte des hauts magistrats ; Le Monde samedi 8 mars 2025,p8.